

Sanction administrative du 10 juin 2025 pour non-respect d'une injonction de la CSSF à la suite de retards significatifs dans la transmission des documents de clôture annuels

Luxembourg, le 30 juillet 2025

Décision administrative

En date du 10 juin 2025, la CSSF a prononcé une amende d'ordre d'un montant de 7.500 euros (sept mille cinq cents euros) à l'encontre d'un PSF spécialisé (le « PSF »).

Cadre juridique/motivation

L'amende d'ordre a été prononcée par la CSSF en application des dispositions de l'article 63, paragraphe 1, premier et sixième tirets, et de l'article 63, paragraphe 2, de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier telle qu'elle a été modifiée (la « LSF »), pour non-respect d'une injonction émise conformément à l'article 53, paragraphe 1 de la LSF à la suite de retards significatifs dans la transmission des documents de clôture pour l'année 2023.

Pour déterminer le type et le montant de la sanction administrative, la CSSF a tenu compte (i) de tous les éléments de droit et de fait exposés et contradictoirement discutés, (ii) de la gravité de l'infraction (le non-respect de l'injonction et le dépôt tardif des documents de clôture 2023 ayant empêché la CSSF de mener à bien sa mission de surveillance prudentielle) conformément aux dispositions de l'article 63-4 de la LSF, et (iii) du fait que le PSF a travaillé avec diligence pour soumettre les documents manquants dès que possible et a finalement soumis les documents de clôture restants avant la fin de l'année 2024, ce qui signifie que tous les documents de clôture annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2023 ont finalement été soumis à la CSSF.

Bases légales de la publication

La présente publication est faite anonymement en application des dispositions de l'article 63, paragraphe 2 deuxième alinéa de la LSF, à la suite d'une évaluation de la nécessité et de la proportionnalité de la publication de la sanction tenant également compte des observations et des arguments avancés par le PSF.

Contexte et cas importants de non-respect des obligations professionnelles identifiés

Cette amende d'ordre fait suite au non-respect d'une injonction émise par la CSSF en raison de retards significatifs dans la transmission à la CSSF des documents de clôture annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2023 du PSF.

Les informations contenues dans les documents de clôture annuels constituent une source d'informations essentielle pour la CSSF dans l'exercice de sa mission de surveillance prudentielle dès lors qu'ils permettent à la CSSF de vérifier, entre autres, la solidité et la stabilité financière des entités surveillées et, plus largement, du secteur financier dans son ensemble. Par conséquent, des retards dans la soumission des documents de clôture annuels empêchent un contrôle étroit de la solidité et de la stabilité financière des entités surveillées et peuvent nuire à la qualité et à l'efficacité de la surveillance prudentielle exercée par la CSSF.